

PROCEDURE SOUS L'ARTICLE 45
MARQUE DE COMMERCE: OLYMPIC
NO. D'ENREGISTREMENT : 165,566

Le 14 décembre 1987, à la demande de MM. Sim &McBurney, le registraire a fait parvenir l'avis visé à l'article 45 de la Loi sur les marques de commerce à Aram Markarian et Sarkis Tabakian, faisant affaires sous la raison sociale Mantab Trading Corporation.

La marque de commerce OLYMPIC a été enregistrée le 3 octobre 1969 pour emploi en liaison avec les marchandises suivantes: (1) fruits en conserve et légumes en conserve et (2) huiles destinées à l'alimentation humaine. Le 1er mars 1978, l'enregistrement a été modifié par l'ajout des marchandises suivantes: (3) champignons en conserve, tomates en conserve et pâte de tomate en conserve.

Au cours de la procédure selon l' article 45, l' enregistrement a été modifié par l'inscription de Mantab Inc. comme le propriétaire de la marque de commerce.

L'affidavit d'Aram Markarian a été fourni en réponse à l'avis du registraire. Le requérant a présenté un plaidoyer écrit et les deux parties ont été représentées à une audience.

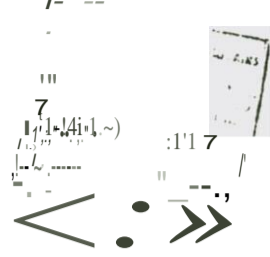
Au début de l'audience, j'ai informé les deux parties que j'avais trouvé un document portant sur plusieurs marques de commerce, y compris la marque de commerce en cause, daté du 16 mars 1981 et déposé auprès de la section des cessions du Bureau des marques de commerce le 18 mars 1981. Le document avait été versé au fichier No. 387,501 (le fichier principal) et une note avait été versée au dossier actuel faisant état d'une cession en instance de la présente marque de commerce. Voici le document daté du 16 mars ainsi que la réponse du Bureau:

MANTABINC.

MAR, 19 1981

16th March 1981

Consumer and Corporate Affairs
Trade Marks Office
1 Place du Portage
Hull, Qué
J8X 3X1



We wish to inform you that our Company name has been changed from Mantab Trading Corporation to Mantab Inc. Please change your files accordingly.

Dear Sirs,

File No.	File No.	File No.
Red CEATUED	14-1,6H-1	287,501
O.I.T.r:h	157,775	105, (; 34
i-I,ZON	137,774	105,833
LA(VICNL)	159,371)	.111,448
OLYMPIC	16S,-66	.117,1B4
r,A'KJ C	166,72"	321,188
PCIT:CA	2 (1ti,d71	379,016

If you have any forms for us to complete, please
return them to us.

Yours sincerely,

Yours sincerely,

President

Handwritten notes and stamps at the bottom left, including a date stamp 'Apr 12 1981'.

Mantab Inc.,
1111 rue de la
Salle 22,
Hull, Qué.
J8X 3X1

287,501

Apr 12 1981

Gentlemen:

Re: Set of trade marks for "144.6114" and others
Registered in the name of Mantab Trading Corporation.

Reference is made to your letter dated 19th March 1981 in which you
requested that the name of the company be changed to Mantab Inc.

It is noted that you have agreed to the change of name.

The set of trade marks for "144.6114" and others in the name of Mantab Trading Corporation and
Mantab Inc. are identical. The change of name from Mantab Trading Corporation to Mantab Inc.
has been agreed to by the company and the change of name has been completed.

The fee of \$11.00 required for the change of name has been received from you and the
change of name has been completed.

Yours truly,

Mantab Inc.

Mantab Inc.

Etant d'avis que ces documents pouvaient peut-être être pertinents aux fins de la présente procédure selon l'article 45, j'en ai fait tenir copie à chacune des parties et je leur ai demandé de formuler leurs observations concernant les documents en question dans le cadre de leurs arguments oraux. L'audience a été suspendue pendant une demi heure.

En ce qui concerne la preuve fournie en réponse à l'avis
e
Registraire, la partie requérante a affirmé ce qui suit:

La preuve d'emploi produite n'est pas une preuve suffisante d'après la décision rendue par la Cour d'appel fédérale dans l'affaire

Plough (Canada) Ltd. c. Aerosol Fillers Inc.,

53 C.P.R. (2d) 62 et de la décision de la section de première instance de la Cour fédérale dans

l'affaire S.C. Johnson & Sons Inc. c. Le Registraire

des marques de commerce, 55 C. P. R. 92d) 34.

Il n'y a pas d'emploi au Canada par le propriétaire inscrit ou un usager inscrit tel qu'exigé dans

Marcus c. The Quaker Oats Company of Canada, 20 C.P.R.

(3d) 46.

Le document produit à l'appui de la prétendue cession à Mantab Inc. des droits liés à la marque de commerce est incomplet et il incombait au titulaire de fournir des éléments de preuve pour étayer la prétendue cession. La prétendue cession ne peut être considérée prendre effet à compter du 23 mars 1981 (as of March 23, 1981), comme il pourrait être conclu au vu du document, étant donné que celui-ci n'a peut-être pas été signé à cette date -Marcus, supra.

Le document en date du 16 mars 1981 ne change rien

à la situation.

Pour ce qui est de la preuve d'emploi déposée, je suis convaincu qu'elle suffit à démontrer l'emploi de la marque de commerce à la date qui fait foi en liaison avec toutes les marchandises enregistrées à l'exception des huiles destinées à l'alimentation humaine.

M. Markarian a déclaré que la marque de commerce était employée à la date qui fait foi; il a annexé des étiquettes échantillons indiquant l'utilisation de la marque de commerce en liaison avec les marchandises à la date en question. Au paragraphe 8 de son affidavit, M. Markarian déclare que les factures montrent bien que la marque de commerce OLYMPIC était et continue d'être utilisée en liaison avec toutes les marchandises "sauf quant à l'huile qui est un marché saisonnier qui va et qui vient et qui à telle époque n'était pas employée en rapport avec la marque OLYMPIC".

La partie requérante a signalé que l'affidavit ne fait pas mention de chiffres d'affaires ou de dépenses de publicité; toutefois, dans une procédure selon l'article 45, un titulaire n'est pas tenu de fournir de tels éléments de preuve même si ceux-ci pourraient être **extrêmement** utiles. Le titulaire doit établir des faits permettant de parvenir à une conclusion quant à son utilisation de la marque de commerce dans la pratique normale du commerce. La partie requérante prétend que les activités commerciales normales du titulaire n'ont pas été clairement établies. Toutefois, au paragraphe 12 de son affidavit, Mr. Markarian a clairement exposé la pratique normale du titulaire en ce qui concerne les marchandises en cause.

Ayant examiné la preuve, je suis convaincu qu'elle montre que la marque de commerce OLYMPIC a effectivement été employée en liaison avec toutes les marchandises en cause à l'exception des huiles destinées à l'alimentation humaine. M. Markarian n'a pas donné de

détails sur les raisons du défaut d'emploi de la marque de commerce relativement aux huiles destinées à l'alimentation humaine sauf pour dire que "c'est un marché saisonnier qui va et qui vient".
L'absence de plus amples détails, je ne puis conclure que le défaut d'emploi est dû à des circonstances particulières .

Il s'agit maintenant de déterminer si , dans le cas de l'emploi démontré, il s'agit d'un emploi par le propriétaire inscrit ou par un usager inscrit. A mon avis, cette question est beaucoup plus complexe

J'examinerai tout d'abord la question de savoir si le document produit à titre de pièce AM2 atteste en bonne et due forme d'une cession qui a eu lieu le 23 mars 1981 mais qui n'avait pas été enregistrée à la date de l'avis. A cet égard, il convient de se reporter à la décision de la Cour d'appel fédérale dans l'affaire *Marcus, supra*, selon laquelle, dans toute procédure selon l'article 45, le registraire devrait faire preuve de scepticisme à l'égard des transactions effectuées après la date de l'avis donné en application de l'article 45. Par conséquent, il faut examiner minutieusement la preuve produite afin de déterminer si les droits liés à la marque de commerce ont effectivement été cédés le 23 mars 1981 par Aram Markarian et Sarkis Tabakian, faisant affaires sous la raison sociale Mantab Trading corporation, à Mantab Inc. (antérieurement connue sous le nom Mantab Trading Corporation). Le document de cession est reproduit ci-dessous pour en faciliter la consultation:

ASSIGNMENT

... (yood) en: "u-u-tjii" ... on), idp.c.
ne r e i y ("knu" ...-1)jed.

The receipt of which is

The undersigned, ARAM MARKARIAN AND SARKIS TABAKIAN, doing business under the style of MANTAB TRADING CORPORATION, agrees to sell, assign, transfer and convey and does hereby sell, assign, transfer and convey unto MANTAB INC. (previously known as MANTAB TRADING CORPORATION, a Quebec corporation), the full post office address of whose principal office or place of business is 484 McGill Street, suite 22, Montreal, province of Quebec, Canada H2Y 2H2, which accepts, all the rights, titles and interests in the following trade marks, related registration and goodwill, namely:

- "RED FEATHER", registration TMA 144,684
- "AMAZON", registration TMA 157,774
- "OMEGA", registration TMA 157,775
- "LAPMENIA", registration TMA 159,379
- "JACKIE", registration TMA 166,728
- "TOPINA", registration TMA 208,874
- "OLYMPI", registration TMA 165,566

ARAM MARKARIAN AND SARKIS TABAKIAN, doing business under the style of MANTAB TRADING CORPORATION, agrees to execute all such documents and to do all such acts as may be necessary to give effect to the assignment of the trade marks and its recordal thereof.

MANTAB INC. appoints RUBIC, ROBERT & ASSOCIATES, whose full post office address is 1514 Ducteur Penfield Avenue, Montreal, province of Quebec, Canada, H3G 1X5, as the firm to which any notice in respect of this assignment may be sent and upon which service of any proceeding may be given or served with the same effect as if they had been given to or served upon it.

nECU7EC IN HCNTREAL, 4S of H4rc- 23,
ARM MARURIAN -O SARI S TAOUIAN
dOlnq bualne..S under the atyle of
KANTAS TRADINC CORPORATION
Per:

2c<t~L

MARURIAN SARI S TAOUIAN
"R-S TAB" IAN "C-:" ~
198 1

REAO "NO ACCIP":re

"ANTAB IHC.
Per:

~Lq:L

Per: *Sarkis Tabakian*
SARKIS TABAKIAN

Comme on peut le constater, le document de cession (dont l'original a été déposé auprès de la section des cessions du Bureau le 15 mars 1988) à été souscrit "as of March 23, 1981". A mon avis, le document est ambiguë; il ne semble pas avoir été signé le 23 mars 1981, mais il semble avoir été signé de manière à prendre effet, rétroactivement, le 23 mars 1981. Ainsi, nous ne savons pas exactement quand ce document a été souscrit ni quand la cession a eu lieu. Au paragraphe 5 de son affidavit, M. Markarian mentionne que la marque de commerce a été transférée le 23 mars 1981; toutefois, il faut des éléments de preuve à l'appui de cette allégation et le document de cession déposé ne constitue pas une preuve à l'appui. Par conséquent, il semble bien, d'après ce document, qu'il y ait eu un transfert de propriété, mais il est impossible de déterminer clairement quand ce transfert a eu lieu.

Quant au document daté du 16 mars 1981, la partie requérante déclare que Mantab Inc., visiblement, ne savait pas ce qu'elle

faisait , étant donné notamment que la lettre fait allusion à un changement de nom, de Mantab Trading Corporation à Mantab Inc., et non à un transfert de propriété . Il signale que le Bureau s' est interrogé sur le changement de nom, étant donné que la marque de commerce était enregistrée au nom d'Aram Markarian et de Sarkis Tabakian faisant affaires sous la raison sociale Mantab Trading Corporation.

Par contre, le représentant du titulaire a soutenu que le document daté du 16 mars vient étayer les déclarations faites au paragraphe 5 de l'affidavit de M. Markarian, selon lesquelles la marque de commerce a été cédée à Mantab Inc.; que le document daté du 16 mars a été rédigé par une personne qui n'était pas au courant de ce que comporte une cession de droits liés à une marque de commerce, et que M. Markarian parlait en réalité d'un transfert de propriété.

A mon avis, comme le document daté du 16 mars (date qui précède la date rétroactive indiquée dans le document de cession produit à titre de pièce AM2) référé au changement de nom, de Mantab Trading Corporation à Mantab Inc., la question à se poser est quand a eu lieu le transfert de propriété, d' Aram Markarian et Sarkis Tabakian faisant affaires sous la raison sociale Mantab Trading Corporation à Mantab Trading Corporation, s' il ya effectivement eu un tel transfert de propriété.

La partie requérante a affirmé qu'étant donné les inconsistances en ce qui concerne l' identité du propriétaire , il incombait à celui-ci de produire des éléments de preuve établissant exactement ce qui s'est passé et à quel moment. Il a ajouté qu'à l'heure actuelle, personne ne sait qui est le propriétaire de la marque de commerce et que l 'on se demande si celle-ci a été enregistrée initialement en bonne et due forme.

Je suis d'avis avec la partie requérante que le propriétaire aurait du déposer des éléments de preuve permettant de déterminer

clairement ce qui s'est passé et quand ca s'est passé.

Peut-être y a-t-il eu non un transfert de propriété, mais une erreur dans l'identification du propriétaire de la marque de commerce à la date de **dépôt** de la demande d'enregistrement de celle-ci. Je trouve fort étrange que la raison sociale sous laquelle les deux particuliers font affaires au Québec soit identique au nom d'une corporation constituée au Québec. La Mantab Trading corporation, qui semble avoir été constituée en société le 17 mai 1967, c'est-à-dire avant la date à laquelle la demande d'enregistrement a été présentée (voir l'affidavit de M. Markarian) et qui semble avoir changé son nom pour Mantab Inc. en 1981 (voir l'affidavit de M. Markarian) était peut-être censée être le **requérant** de la demande d'enregistrement mais a été identifiée, à tort, comme une raison sociale pour le nom d'une société de personnes. si c'est le cas, le titulaire aurait peut-être pu demander que l'erreur dans le nom du propriétaire inscrit soit corrigé en vertu de l'alinéa 41(1)(a) de la Loi sur les marques de commerce. Toutefois, il s'agit là d'une simple conjecture, car il n'existe aucune preuve permettant d'établir clairement que tel ait été le cas. De plus, cette hypothèse semble douteuse, étant donné que dans le document de cession produit à titre de pièce AM2 le nom Mantab Trading Corporation paraît à la fois à titre de raison sociale et comme le nom de la société légalement constituée.

Étant donné que ni le document de cession ni le document du 16 mars 1981 n'atteste en bonne et due forme d'une cession qui a eu lieu antérieurement à la date de l'avis, il s'ensuit qu'à la date de l'avis donné en application de l'article 45, le propriétaire inscrit était toujours Aram Markarian et Sarkis Tabakian faisant affaires sous la raison sociale Mantab Trading corporation. Par conséquent, étant donné que la preuve d'emploi produite ne démontre pas l'emploi de la marque de commerce par Aram Markarian et Sarkis Tabakian faisant affaires sous la raison sociale Mantab Trading Corporation, je dois conclure que l'emploi dont il est fait état

n'est pas l'emploi par le propriétaire inscrit ou par un usager inscrit. Par conséquent, il convient de radier l'enregistrement de cette marque de commerce du registre.

Je me suis penché, par ailleurs, sur la question de savoir si le défaut d'emploi pourrait être considéré comme un défaut d'emploi technique, analogue à celui établi dans l'affaire George Weston Ltd. c. Sterling & Affiliates, 3 C.P.R.(3d) 527. Toutefois, je suis d'avis que, dans l'affaire dont il s'agit ici, si Mantab Inc. a effectivement acquis les droits liés à la marque de commerce le 23 mars 1981, il lui incombait de produire des éléments de preuve montrant clairement que ce transfert a eu lieu à cette date. Par conséquent, j'estime que les circonstances dans cette affaire ne sont pas analogues à celles dans l'affaire George Weston et qu'il n'existe pas ici de circonstances spéciales pouvant excuser le défaut d'emploi de la marque de commerce par le propriétaire inscrit.

Etant donné la preuve produite dans cette affaire, je suis d'avis que l'enregistrement de la marque de commerce en cause doit être radié du registre.

Par conséquent, l'enregistrement No. 165,566 sera radié du registre en application des dispositions du paragraphe 45(5) de la Loi sur les marques de commerce.

FAIT A HULL, QUEBEC, CE 9^E JOUR DE JUILLET 1992.

(Mme) Denise Savard
Agent d'audition Principal
Article 45

SECTION 45 PROCEEDINGS
TRADE-MARK: OLYMPIC
REGISTRATION NO. 165,566



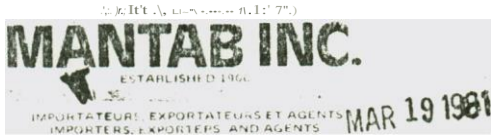
On December 14, 1987, at the request of Messrs. Sim & McBurney, the Registrar forwarded a Section 45 notice to Aram Markarian and Sarkis Tabakian trading as Mantab Trading Corporation.

The trade-mark OLYMPIC was registered on October 3, 1969 for use in association with (1) canned fruits and canned vegetables and (2) oils for human consumption. On March 1, 1978, the registration was amended by adding the following wares: (3) canned mushrooms, canned tomatoes, and canned tomato paste.

During the course of the section 45 proceedings, the registration was amended by recording Mantab Inc. as the owner of the trade-mark.

In response to the Registrar's notice, the affidavit of Aram Markarian was furnished. The requesting party filed a written submission and both parties were represented at an oral hearing.

At the commencement of the hearing, I informed both parties that I had found a document dated March 16, 1981 which pertained to several trade-marks including the present trade-mark and which had been filed with the Assignment section of the Trade-marks Office on March 18, 1981. The document had been put on file No. 287,501 (called the master file) and a note was inserted in the present file indicating that there was a pending assignment involving the present trade-mark. The document dated March 16 as well as the Office reply are reproduced below:



...f U... - Sid...

X0>... ..

16th March 1981



Consumer and Corporate Affairs
Trade Marks Office
1 Place du Portage
Hull, Que
J8x 3X1

Dear Sirs,

We wish to inform you that our Company name has been changed from Mantab Trading Corporation to Mantab Inc. Please change your files accordingly.

Trade Mark	No	File No
RED FEATHER	144,684	287,501
OMEGA	157,775	305,634
A!-!AZON	157,774	305,833
LARMENIA	159,379	311,448
OLYMPIC	165,566	317,184
JACKIE	166,728	321,188
POPINA	208,874	379,016

If you have any forms for us to complete, please send 7 copies.

Thanking you, we remain

Yours sincerely,

A. Markarian
President

AM:DeW

Conso " er and Consommaro-
Corporate Affairs Canada et Corpormons Canada
OrTAAIA-HuLL
KIA OC)

liantab Inc **
484 rue IlcC111.
Suite 22.
Hontreal. ~ehcc.
EZY 2112.

Our file / Notre référence
287.501

AUG 12 1981

Gentlemen:

ihU>: Begistrution 110: 144,684 and I> others
Ara", IlarkDrian and Sarkle TabaUan trading os Mantob Trading
~r~n~t~i~o~n~

Receipt is Ilckno"ledll~d of your letter dated 11arch 16. 1981 info •• ing
the office of a chsnze of nMJC.

It will be necessary to tub",it ev tdenc e of the change of name.

These regiltrations are "tanding in the nam. of Aram Harkarlan and
Sarkla 'Iah.Idan trading a. Mantab Trading Corporation vilUe you
•• ention th •• change of mme frOCI Maotab Trading CorporaUon. It vUI
~ nece ••• rr to establish the owner.hip ot Hantab Tr.d lac Corporation
before the change under acknowledgement "HY proceed.

rh~re h rtee of 510.00 reqlll«d to ch.nlle the ruo. for each
regl ltraUon concerned sDa •• fee of \$25.00 to transfer tle trade
UdrkA tu a new owner.

Yours trul Yp

E:MIINPR
A~uir.ru!H!nt J:ction

All/id

As I was of the view that such documents might be relevant to the present Section 45 proceedings, I provided each party with a copy and informed them that if they wished to make submissions on the matter that they should do so as part of their oral submissions. The hearing was adjourned for half an hour.

Concerning the registrant's evidence, the requesting party raised the following arguments:

The evidence of use filed is the equivalent of no evidence in light of the Federal Court of Appeal decision in Plough (Canada) Ltd. v. Aerosol Fillers Inc. 53 C.P.R. (2d) 62 and the Federal Court, Trial division decision in S.C. Johnson & Sons Inc. v. Registrar of Trade Marks, 55 C.P.R. (2d) 34.

There is no use in Canada by the registered owner or a registered user as required in Marcus v. The Quaker Oats Company of Canada, 20 C.P.R. (3d) 46.

The purported assignment of trade-mark rights to Mantab Inc. is an incomplete record of the alleged assignment and the onus was on the registrant to bring evidence forward to support the assignment purporting to be as of March 23, 1981; the purported assignment cannot be allowed to take effect "as of March 23, 1981" as it purports to do on its face when it may not have been executed on that date Marcus supra.

The document of March 16, 1981 does not change anything.

Regarding the evidence of use filed, I am satisfied that it is sufficient to show use of the trade-mark at the material date in association with all of the registered wares except "oils for human consumption".

Mr. Markarian has stated that the trade-mark was in use at the material date; he has attached sample labels showing how the mark is associated with the wares at the time of sale; he has submitted copies of representative invoices confirming that there were sales made at the material time. In paragraph 8, Mr. Markarian states that the invoices establish that the trade-mark OLYMPIC was and is still being used in association with all of the wares "sauf quant à l'huile qui est un marché saisonnier qui va et qui vient et qui à telle époque n'était pas employée en rapport avec la marque OLYMPIC".

The requesting party submitted that the affidavit makes no reference to sales figures or advertising figures; however, in section 45 proceedings, although that type of evidence might be extremely useful, it is not required that a registrant submit such evidence. What the registrant must do is establish facts from which a conclusion of use in the normal course of trade would follow. The requesting party contends that the registrant's normal course of trade has not been defined. However, the statements made in paragraph 12 of the Markarian affidavit clearly set out what the registrant's normal course of trade is with respect to the wares.

Having reviewed the evidence, I am satisfied that it shows use of the trade-mark OLYMPIC in association with all of the wares except "oils for human consumption". Mr. Markarian has not elaborated on the circumstances surrounding the non-use with respect to "oils for human consumption" except to say that "c'est un marché saisonnier qui va et qui vient...". Without further details I cannot conclude that the absence of use has been due to special

circumstances.

The issue now is whether the use shown is use by the registered owner or a registered user. In my view, this issue is not as straightforward.

I will first consider whether the document submitted as Exhibit AM2 is a valid confirmation of an assignment that had occurred on March 23, 1981 but had not been recorded. In this regard, the decision of the Federal Court of Appeal in the Marcus case, supra, is authority for the proposition that the Registrar in a section 45 proceeding should view with scepticism transactions post-dating the section 45 notice. Accordingly, it is necessary to carefully consider the evidence filed in order to determine whether there was, in fact, an earlier assignment of trade-mark rights from Aram Markarian and Sarkis Tabakian trading as Mantab Trading Corporation to Mantab Inc. (formerly known as Mantab Trading corporation) For convenience, the assignment document is reproduced below:

ASSIGNMENT

For good and valuable consideration, the receipt of which is hereby acknowledged.

The undersigned, ARAM MARKARIAN AND SARKIS TABAKIAN, doing business under the style of MANTAB TRADING CORPORATION, agrees to sell, assign, transfer and convey and does hereby sell, assign, transfer and convey unto MANTAB INC. (previously known as MANTAB TRADING CORPORATION, a Quebec corporation), the full post office address of whose principal office or place of business is 484 McGill Street, Suite 22 Montreal, Province of Quebec, Canada H2Y 2H2. Which accepts, all the rights, titles and interests in the following trade marks, related registration and goodwill, namely:

- "RED FEATHER", registration TMA 144,684
- "AMAZON", registration TMA 157,774
- "OMEGA", registration TMA 157,775
- "ARMENIA", registration TMA 159,379
- "JACKIE", registration TMA 166,728
- "OPINA", registration TMA 208,874
- "OLYMPIC", registration TMA 16-568

ARAM MARKARIAN AND SARKIS TABAKIAN, doing business under the style of MANTAB TRADING CORPORATION, agrees to execute all such documents and to do all such acts as may be necessary to give effect to the assignment of the trade marks and its accessories.

MANTAB INC. appoints ROBIC, ROBIC ASSOCIATES, whose full postal address is 1514 Desjardins Avenue, Montreal, Province of Quebec, Canada, H3G 1X5, as the firm to which any notice in respect of the assignment may be sent and upon which service of any proceeding may be given or served with the same effect as if they had been given to or served upon it.

EXECUTED IN MONTREAL as of March 23, 1981

ARAM MARKARIAN AND SARKIS TABAKIAN
doing business under the style of
MANTAB TRADING CORPORATION

ZOW 4d ~ ~
ARAM MARKARIAN SARKIS TABAKIAN

READ AND ACCEPTED

MANTAB INC.
Per: k.tL
ARAM MARKARIAN

P ~ ~ ~ ~ ~
y ~ ~ ~ ~ ~
SARKIS TABAKIAN

As can be seen, the document (the original of which had been filed with the Assignment section of the Office on March 15, 1988) purports to be executed "as of March 23, 1981". In my view, the document is ambiguous; it does not appear to have been executed on March 23, 1981 but seems to have been executed so as to have retroactive effect as of March 23, 1981. Consequently, we do not know when such document was executed nor when the assignment took place. Mr. Markarian does mention in paragraph 5 of his affidavit that the trade-mark was transferred on March 23, 1981; however, such an allegation needed to be supported by evidence and the assignment document as filed does not support such an allegation. Consequently, from such document it would appear that a change of ownership has occurred; however, it cannot be clearly determined from it when such change of ownership has taken place.

As for the document dated March 16, 1981, the requesting party states that it appears that Mantab Inc. did not know what it was doing particularly since the letter makes reference to a change of name from Mantab Trading Corporation to Mantab Inc., not a change of ownership; he notes that the Office questioned the change of name since the registration was standing in the name of Aram Markarian and Sarkis Tabakian trading as Mantab Trading Corporation.

On the other hand, the person representing the registrant argued that the document of March 16 supports the statements made in paragraph 5 of the Markarian affidavit, namely that the trade-mark was assigned to Mantab Inc.; that the document dated March 16 was prepared by a layperson who was not aware of all the ramifications surrounding the transfer of trade-mark rights and that, Mr. Markarian was, in his head, referring to a change of ownership.

In my view, as the document of March 16 (which predates the retroactive date given in the assignment document filed as Exhibit

AM2) refers to a change of name from Mantab Trading Corporation to Mantab Inc., the question, therefore, is when did the change of ownership from Aram Markarian and Sarkis Tabakian trading as Mantab Trading Corporation to Mantab Trading corporation occur, if actually there was a change of ownership.

The requesting party has argued that because of all the inconsistencies concerning the registrant's name, it was incumbent on the registrant to file evidence establishing exactly what happened and when it happened. It added that as matters now stand nobody knows who owns the mark and one wonders whether the original registration was proper.

I agree with the requesting party that clear evidence as to what happened should have been filed.

Perhaps what occurred is not a change of ownership but an error in the identification of the owner of the trade-mark at the date of filing of the application for registration of the subject trade-mark. What I find most unusual is the fact that the name under which the two individuals are doing business in Quebec is identical to the name of a corporation incorporated in Quebec. It may be that Mantab Trading Corporation, which seems to have been incorporated on May 17, 1967, i.e. prior to the filing date of the application (see the Markarian affidavit) and which seems to have changed its name to Mantab Inc. in 1981 (see the Markarian affidavit), might have been intended as the applicant but it was wrongly identified as a trading style or as the name of a partnership. If that is the case, perhaps the registrant could have applied to have the error in the name of the registered owner corrected under section 41(1) (a) of the Trade-marks Act.

However, this is pure speculation, as there is no clear evidence that that might have been the case. Furthermore, this seems questionable in view of the assignment document that was submitted as Exhibit AM2 and which refers to the name Mantab Trading Corporation both as as

trading style and as the name of the incorporated company.

Since neither the assignment document nor the document dated March 16, 1981 are a valid confirmation of an assignment that had occurred earlier, it therefore follows that at the date of the section 45 notice the registered owner was still Aram Markarian and Sarkis Tabakian trading as Mantab Trading Corporation.

Consequently, as the evidence of use furnished does not show use of the trade-mark by Aram Markarian and Sarkis Tabakian t/a Mantab Trading Corporation, I have no alternative but to conclude that the use shown is not use by the registered owner or a registered user. Accordingly, the trade-mark registration ought to be expunged from the register.

I have considered whether the non-use could be considered technical non-use similar to that concluded in the case George Weston Ltd. v. Sterling & Affiliates, 3 C.P.R. (3d) 527. However, I am of the view that, in this case, if Mantab Inc. did acquire the rights in the trade-mark on March 23, 1981, that clear evidence confirming that the assignment had occurred on such date could have been submitted. Consequently, I conclude that the circumstances in this case are not parallel to those in the George Weston case, and that in this instance, there are no special circumstances to excuse the non-use by the registered owner.

In view of the evidence filed in this case, I conclude that the subject trade-mark registration ought to be expunged from the register.

Accordingly, Registration No. 165,566 will be expunged from the

register in compliance with the provisions of ss. 45(5) of the
Trade-marks Act.

DATED AT HULL. QUEBEC, THIS DAY OF 1992
.

(Mrs.) Denise Savard
Senior Hearing Officer
section 45